

Bourse pour les entreprises de presse émergentes

*Les champs suivis d'un astérisque (*) sont obligatoires.*

Informations préliminaires

Consentement au recueil des données personnelles *

☐ En remplissant le présent formulaire, je consens à ce que l'administration exploite mes données personnelles afin d'instruire ma demande et d'effectuer des suivis statistiques.

Politique RGPD du portail

Pour en savoir plus sur la politique RGPD du portail demarches-simplifiees.fr, rendez-vous à l'adresse : <https://doc.demarches-simplifiees.fr/cgu/cgu#4-traitement-des-donnees-a-caractere-personnel> (CGU, article 4).

Dossier de candidature à la Bourse pour les entreprises de presse émergentes

☐ J'atteste que mes fonctions au sein de la structure pour laquelle je travaille me permettent de solliciter une bourse d'émergence auprès du fonds de soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse, sous forme de subvention pour le média ou projet de média mentionné ci-après. *

☐ J'ai bien pris note des principaux critères d'éligibilité à cette aide, relatifs à l'ancienneté, la taille et le capital de la structure, ainsi qu'au contenu de la publication ou du service de presse en ligne. *

Pour en savoir plus sur les critères d'éligibilité, rendez-vous sur : <https://www.culture.gouv.fr/Demarches-en-ligne/Par-type-de-demarche/Appels-a-projets-subventions-et-aides/Bourse-pour-les-entreprises-de-presse-emergentes>.

1. Présentation de la structure

Précision

Le nom de votre structure, son statut juridique, sa date d'immatriculation ou de déclaration auprès de la base SIRENE, l'adresse du siège social, votre code NAF et son libellé sont automatiquement collectés grâce à la saisie de votre numéro SIRET en première étape.

Descriptif synthétique des activités de la structure *

Merci de décrire brièvement l'activité principale de votre structure.

Nom du groupe de presse

La structure a-t-elle déjà déposé une demande d'aide au titre du fonds de soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse (bourse d'émergence) ? *

Si oui, merci de préciser l'année (les années) ci-dessous.

La structure a-t-elle déjà bénéficié de la bourse d'émergence ? *

2. Représentant légal de la structure

Information importante

Merci d'indiquer le nom et les coordonnées de la personne qui signera la convention. Sa fonction doit lui permettre d'engager la responsabilité de la structure.

Civilité *

Prénom *

Nom *

Fonction *

Numéro de téléphone *

Courriel *

Le/a représentant/e légal/e est-il/elle également la personne responsable du suivi du dossier ? *

Si non, merci de préciser ci-dessous les coordonnées de la personne en charge du suivi du dossier.

Civilité

Prénom

Nom

Numéro de téléphone

Courriel

3. Personnel de la structure

À savoir

L'effectif de salariés correspond au **nombre d'unités de travail par année (UTA)**, c'est-à-dire au nombre de personnes ayant déjà travaillé dans la structure considérée ou pour le compte de cette structure à temps plein pendant toute l'année considérée. Le travail des personnes n'ayant pas travaillé toute l'année, ou ayant travaillé à temps partiel, quelle que soit sa durée, ou le travail saisonnier, est compté comme fractions d'UTA.

La structure a-t-elle des salariés ? *

Si oui, la structure a-t-elle moins de 25 salariés ? La structure a-t-elle des bénévoles ? *

Descriptif synthétique du personnel

Le cas échéant, pour chacun des postes ci-dessous, merci de préciser le nombre d'employés et leur statut (CDI, CDD, pigiste, apprenti, bénévole).

Journalistes *

Graphistes *

Professionnels du numérique (développeurs, chefs de projet, designers, ...) *

Autres (précisez) *

CV des membres de l'équipe affectés au projet *

4. Actionnariat de la structure

Nombre d'actionnaires *

Actionnaire majoritaire (et % des actions possédées)

Ou, à défaut, principaux actionnaires et pourcentage des actions possédées pour chacun d'entre eux.

La structure est-elle majoritairement détenue par une société ? *

Si oui, cette société a-t-elle été créée il y a moins de 3 ans ? Cette société occupe-t-elle moins de 25 personnes ? Cette société est-elle détenue à plus de 50 % de son capital par des personnes physiques ?

5. Renseignements relatifs au média ou projet de média faisant l'objet de la demande

Nom du média *

Montant de la subvention demandée *

Le montant maximal est de 50 000 €.

Type de média *

Périodicité *

Indiquez, le cas échéant, les suppléments ou les éditions spéciales.

Langue de publication *

Famille de presse *

Sigles et définitions :

PQN : presse quotidienne nationale

PQR : presse quotidienne régionale

PQD : presse quotidienne départementale

PHR : presse hebdomadaire régionale

Presse magazine : presse d'information générale dont le contenu est imprimé sur un support papier, et éventuellement dupliqué sur un support en ligne

Gratuit d'information politique et générale : presse d'information politique et générale dont le support papier est distribué gratuitement

Tout en ligne : média d'information générale disponible exclusivement en ligne

Presse spécialisée : média spécialisé dont le contenu est disponible en ligne et/ou sur un support imprimé.

Date de lancement du média *

Ou date prévisionnelle de lancement.

Site Internet

N° de CPPAP *

Si le SPEL/la publication ne dispose pas de n° de CPPAP valide, expliquez ce choix en quelques lignes.

Note de présentation détaillée du projet *

Merci de joindre une note de présentation détaillée du projet incluant notamment :

** Thèmes abordés, types de format des contenus et rythme de parution, lectorat ciblé et moyens mis en œuvre pour l'atteindre ;*

** Stratégie de développement économique et marketing ;*

** Calendrier prévisionnel des développements envisagés et autres perspectives d'évolution.*

Cette note a vocation à être présentée aux membres du comité d'examen des dossiers.

Information sur la demande

☐ Pour une demande concernant un **service de presse en ligne (site internet, application, infolettre ou autre)**, remplissez la **partie 6** ci-après.

☐ Pour une demande concernant un **service de presse imprimée**, remplissez la **partie 7** ci-après.

6. Demande de subvention pour un service de presse en ligne

Ne remplissez les champs ci-dessous que si votre demande porte sur un service de presse en ligne.

Si votre demande porte sur un service de presse imprimée, passez directement à la partie 7.

Rappel

Un service de presse en ligne (site, infolettre, application...) est éligible à condition de mettre à disposition du public :

- * un service édité à titre professionnel ;
- * un contenu, utilisant essentiellement le mode écrit, renouvelé régulièrement et daté ;
- * un contenu original, composé d'informations présentant un lien avec l'actualité et ayant fait l'objet d'un traitement à caractère journalistique ;
- * un contenu d'intérêt général, celui-ci étant défini dans des termes proches de ceux retenus pour la presse imprimée (article D18 du Code des postes et des télécommunications électroniques).

Vous trouverez la liste exhaustive de ces critères de reconnaissance et toute autre information utile sur le site de la commission paritaire des agences de presse et des publications : <http://www.cppap.fr/services-de-presse-en-ligne/>.

À quel critère d'éligibilité répond le contenu éditorial ?

Accès au contenu

Services proposés et objectifs d'audience

Veillez télécharger, remplir et joindre [le modèle suivant](#)

Code d'accès aux services sur abonnement

Le cas échéant, fréquentation (moyenne annuelle du nombre de visiteurs uniques par mois)

Le média est-il associé à un titre de presse imprimée ?

7. Demande de subvention pour un service de presse imprimée

Ne remplissez les champs ci-dessous que si votre demande porte sur un service de presse imprimée.

Si votre demande porte sur un service de presse en ligne, remplissez la partie 6 ci-dessus.

Rappel

Pour être considérés comme présentant un caractère d'information politique et générale, les médias doivent réunir les caractéristiques suivantes :

- * apporter de façon permanente sur l'actualité politique et générale, locale, nationale ou internationale des informations et des commentaires tendant à éclairer le jugement des citoyens ;
- * consacrer la majorité de leur surface rédactionnelle à cet objet ;
- * présenter un intérêt dépassant d'une façon manifeste les préoccupations d'une catégorie de lecteurs.

À quel critère d'éligibilité répond le contenu éditorial ?

Prix facial et objectifs de diffusion

Le cas échéant, répartition du chiffre d'affaires du titre pour le dernier exercice clos entre les types de recettes (en montant et pourcentage)

Le média est-il associé à un service de presse en ligne ?

8. Pièces à joindre à votre dossier

RIB *

Merci de joindre votre RIB dans le champ de téléchargement ci-dessous.

Compte d'exploitation prévisionnel *

Veillez télécharger, remplir et joindre [le modèle suivant](#)

Plan de financement *

Veillez télécharger, remplir et joindre [le modèle suivant](#)

Répartition des recettes

Veillez télécharger, remplir et joindre [le modèle suivant](#)

Attestation délivrée par l'administration compétente permettant de constater la régularité de la situation de la structure au regard de la législation sociale

Si votre structure compte des salariés.

L'attestation de vigilance peut être obtenue auprès de l'Urssaf ou de la SSI.

Déclaration sociale nominative (DSN) ou déclaration annuelle des données sociales unifiée (DAS-U)

Si votre structure compte des salariés.

Liasses fiscales (CERFA 2065-SD)

Si votre structure a été créée depuis plus d'un an (sauf micro-entreprise).

Merci de joindre les liasses fiscales des exercices N-1 et N-2.

Liasses jointes (CERFA 2050 à 2059 G ou 2033 A à G)

Si votre structure a été créée depuis plus d'un an (sauf micro-entreprise).

Merci de joindre les liasses fiscales des exercices N-1 et N-2.

Attestation délivrée par l'administration compétente permettant de constater la régularité de la situation de la structure au regard de la législation fiscale

Si votre structure a été créée depuis plus d'un an (sauf micro-entreprise).

L'attestation de vigilance peut être obtenue auprès du service des impôts.

Attestation de compte à jour et de fourniture de déclarations et de paiements

Si votre structure est une micro-entreprise.

L'attestation peut être obtenue auprès de l'Urssaf.

9. Déclaration des aides publiques qui vous ont été notifiées au titre de la règle « de minimis »

Précision

L'ensemble des aides « de minimis » doit être déclaré ci-dessous, **quels que soient leur objet et leur nature**, y compris les aides versées sous forme d'un prêt, d'une garantie, d'un apport de capitaux publics ou capital-investissement, et d'une avance remboursable, converti en équivalent-subvention brut le cas échéant.

Cette déclaration permet d'apprécier la situation de la structure au regard du règlement européen n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013, dit règlement « de minimis ». **Les aides de ce type sont plafonnées à 200 000 € sur trois ans.**

Avez-vous reçu des aides dites « de minimis » au cours des trois derniers exercices fiscaux ? *

Si oui, merci de préciser les aides perçues ci-dessous.

Aides perçues au cours des trois derniers exercice fiscaux

À l'exception de la bourse d'urgence, avez-vous des demandes d'aides dites « de minimis » déjà perçues ou en cours de traitement portant sur l'année fiscale en cours ? *

Si oui, merci de préciser ci-dessous.

Dénomination du financeur public

Intitulé de l'aide reçue

Montant de l'aide

Type de dépense financée

Date de versement de l'aide

☐ En tant que représentant légal de la structure, j'atteste que les aides « de minimis » perçues et demandées au cours des 36 derniers mois ne dépassent pas la somme de 200 000 €. *

Information finale

Information importante

Vous avez opté pour une démarche dématérialisée. La validation du formulaire vaut signature.

RECETTES

Le cas échéant, merci de détailler pour l'année N la répartition entre les types de recettes (en montant et pourcentage)

	%	€
Vente à l'unité		
Vente par abonnement		
Publicité commerciale		
Annonces		
Subventions		
Autres recettes (événementiel, édition)		

Le cas échéant, merci de détailler pour l'année N+1 la répartition entre les types de recettes (en montant et pourcentage)

	%	€
Vente à l'unité		
Vente par abonnement		
Publicité commerciale		
Annonces		
Subventions		
Autres recettes (événementiel, édition)		

Le cas échéant, merci de détailler pour l'année N+2 la répartition entre les types de recettes (en montant et pourcentage)

	%	€
Vente à l'unité		
Vente par abonnement		
Publicité commerciale		
Annonces		
Subventions		
Autres recettes (événementiel, édition)		

Indiquer les services proposés et leur tarif ainsi que, le cas échéant, les tarifs préférentiels en cas d'abonnement à une publication (pour les sites associés à une publication uniquement)

	Services proposés et tarif
Accès à une version numérique type PDF	
Articles en ligne	
Autre (précisez	

Objectifs d'audience (en pages vues)

	Objectifs d'audience (en pages vues)	Objectifs d'abonnements
Année N		
Année N+1		
Année N+2		

COMPTE D'EXPLOITATION PRÉVISIONNEL

Merci de remplir le tableau ci-dessous (ou un modèle équivalent).

Vous pouvez ajouter autant de lignes que nécessaire.

Ce document devra permettre de comprendre les ressources et les besoins liés au lancement et au fonctionnement de votre média.

Il a vocation à être présenté aux membres du comité d'examen des dossiers.

	Montants HT (€)			
	N	N+1	N+2	TOTAL
Produits additionnels :				0 €
				0 €
				0 €
				0 €
				0 €
				0 €
TOTAL :				0 €
Charges additionnelles :				0 €
				0 €
				0 €
				0 €
				0 €
				0 €
TOTAL :				0 €
Résultat d'exploitation :	0 €	0 €	0 €	0 €

PLAN DE FINANCEMENT

Merci de remplir le tableau suivant (ou un modèle équivalent) votre plan d'affaires.
Ce document doit permettre de comprendre les ressources et les besoins financiers liés au développement de votre structure.
Il a vocation à être présenté aux membres du comité d'examen des dossiers.

Sources de financements	Montant HT (€)			
	N	N+1	N+2	Total
Fonds propres				0 €
Emprunts				0 €
Aides :				
Aide demandée au titre de la bourse d'urgence				0 €
Autres aides publiques, y compris européennes, demandées ou accordées (préciser)				0 €
Autres aides, notamment au titre du mécénat				0 €
Capacité d'autofinancement (Résultats d'exploitation)				0 €
Autres ressources éventuelles				0 €
Total	0 €	0 €	0 €	0 €

Besoins de financements	Montant HT (€)			
	N	N+1	N+2	Total
Investissements				0 €
Remboursements d'emprunts				0 €
Autres				0 €
Total	0 €	0 €	0 €	0 €